



Conseil Municipal

Du
23/03/2023

Réuni à la Mairie de
Villeparois
à 20 heures 30

Sur convocation
adressée par le Maire
aux conseillers
municipaux
le **20/03/2023**

et avis affiché à la
porte de la mairie ce
même jour

Nombre de
conseillers en
exercice : **10**

Président de séance
**Le Maire,
Michel BOURGEOIS**

Secrétaire de séance
Patrick GLORY

DELIBERATION N°8

Déposée le
30/03/2023
à la Préfecture de la
Haute-Saône

Affichée le :
30/03/2023
A la porte de la Mairie

REPUBLIQUE FRANCAISE DÉPARTEMENT DE LA HAUTE SAÔNE

COMMUNE DE VILLEPAROIS

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

* * *

L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS LE 23 mars, le Conseil Municipal de la Commune de Villeparois s'est réuni à 20 h 30, au lieu habituel de ses séances, sur convocation légale adressée par le Maire, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-8 du Code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : BAGUET Nathalie, BOURGEOIS Michel, DUARTE SERRA Lydie, GLORY Patrick, GUILIANI Bérénice, MARTIN Fabienne, MILLOT Pierre-Édouard, ROYER André, WAIL Mariam

ETAIENT ABSENTS : LEQUIEN Philippe

Communauté d'Agglomération de VESOUL Modification des Statuts

Rapporteur : Le Maire

Lors de la séance du Conseil communautaire du 15 décembre 2022, les élus ont approuvé le projet de modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Vesoul, réalisé notamment en raison du déménagement de son siège et des évolutions réglementaires intervenues depuis 2015, date d'adoption des derniers statuts.

Je vous invite à prendre connaissance de ces modifications annexées à la présente délibération.

Comme le prévoit l'article L.5211-20 du code des collectivités territoriales, le conseil de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification.

Je vous invite donc à vous positionner sur ces modifications.

Décision :

Nombre de conseillers présents et procurations	9
Nombre de suffrage exprimés	9
Pour	9
Contre	0
Abstention	0

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

Approuve les modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération de VESOUL, approuvés par le Conseil Communautaire de 15 décembre 2022 et annexés à la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.



Le Maire,

BOURGEOIS Michel

Les membres du Conseil,

Présent(e)	Pouvoir de :	Présent(e)	Pouvoir de :
BAGUET Nathalie		WAIL Mariam	
DUARTE SERRA Lydie		GLORY Patrick	
GUILIANI Bérénice		Fabienne MARTIN	
MILLOT Pierre- Édouard		ROYER André	

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité ;
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

Accusé de réception en préfecture
070-217005594-20230330-2023-08-DE
Date de réception préfecture : 30/03/2023

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE VESOUL

STATUTS

**Adoptés par le Conseil Communautaire le 29 septembre 2011
et mis à jour en application de l'arrêté préfectoral n° 741 du 13 mai 2013**

**Modifiés par le Conseil Communautaire le 23 novembre 2015
et mis à jour en application de l'arrêté préfectoral n°70-2016-03-10-013
du 10 mars 2016**

Modifiés par le Conseil Communautaire le 15 décembre 2022



Communauté d'Agglomération de Vesoul
9 rue des Casernes, 70000 VESOUL

Accusé de réception en préfecture
070-217005594-20230330-2023-08-DE
Date de réception préfecture : 30/03/2023

Titre I - Composition, dénomination, siège et durée de la Communauté d'Agglomération

Article 1 - Périmètre :

La Communauté d'Agglomération de Vesoul comprend les communes de :

- ANDELARRE
- ANDELARROT
- CHARIEZ
- CHARMOILLE
- COLOMBIER
- COMBERJON
- COULEVON
- ECHENOZ-LA-MELINE
- FROTEY-LES-VESOUL
- MONTCEY
- MONTIGNY-LES-VESOUL
- MONT-LE-VERNOIS
- NAVENNE
- NOIDANS-LES-VESOUL
- PUSEY
- PUSY-ET-EPENOUX
- QUINCEY
- VAIVRE-ET-MONTOILLE
- VESOUL
- VILLEPAROIS

Elle est régie notamment par :

- Le Chapitre 1^{er} du Titre 1^{er} du Livre II de la Cinquième Partie du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux Dispositions Communes, articles L. 5211-1 à L. 5211-63 ;

- Le Chapitre VI du Titre 1^{er} du Livre II de la Cinquième Partie du Code Général des Collectivités territoriales relatif aux communautés d'agglomération, articles L. 5216-1 à L. 5216-11 ;
- La partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les présents statuts.

Article 2 - Objet et dénomination

Les communes désignées à l'article 1^{er} des présents statuts constituent une communauté d'intérêts économiques et sociaux et consentent librement à s'associer pour la mise en œuvre d'un projet commun de développement et pour l'exercice de compétences communes.

Conformément aux dispositions de l'article 1^{er} cette communauté d'intérêts prend la forme d'une communauté d'agglomération nommée « Communauté d'Agglomération de Vesoul ».

La Communauté assure, dans le respect des prérogatives de chaque commune, la gestion des services publics qui lui sont délégués.

L'action de la Communauté dans les domaines qui lui sont réservés est encadrée par l'intérêt communautaire défini par le Conseil de la Communauté.

Article 3 - Siège

Le siège de la Communauté d'Agglomération de Vesoul est situé 9 rue des Casernes à Vesoul.

Article 4 - Durée

La Communauté d'Agglomération de Vesoul est constituée pour une durée illimitée.

Titre II - Compétences de la Communauté d'Agglomération

Article 5 - Compétences

La Communauté d'Agglomération de Vesoul exerce de plein droit, au lieu et place des communes membres les compétences suivantes :

Compétences obligatoires

1.En matière de développement économique:

- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L 4251-17 du CGCT ;
- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices du tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

2.En matière d'aménagement de l'espace communautaire :

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
- Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;
- Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ;
- Organisation de la mobilité au sens du titre III du Livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L3421-2 du même code.

3. En matière d'équilibre social de l'habitat :

- Programme local de l'habitat ;
- Politique du logement d'intérêt communautaire ;
- Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;
- Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;
- Action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

4. En matière de politique de la ville :

- Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5. Gestion des milieux aquatiques et des inondations dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement

6. En matière d'accueil des gens du voyage :

- Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

7. Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
8. Eau
9. Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 du CGCT
10. Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1 du CGCT

Compétences supplémentaires

11. Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire.
12. En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie :
- Lutte contre la pollution de l'air ;
 - Lutte contre les nuisances sonores ;
 - Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.
13. Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.
14. Service départemental d'incendie et de secours
- Versement du contingent incendie.
15. Fourrière pour les animaux errants

16. Technologies de l'information et de la communication

- Développement d'un Système d'Information Géographique à destination des communes et des services de l'Agglomération.

Titre III - Ressources

Article 6 - Budget

Le budget de la Communauté pourvoit aux recettes et aux dépenses de création, d'entretien et de gestion des établissements, des services pour lesquels la Communauté est compétente.

Article 7 - Recettes

Les recettes du budget de la Communauté d'Agglomération comprennent :

- 1° Les ressources fiscales mentionnées aux **I, VI et X** de l'article 1379-0 bis du code général des impôts ;
- 2° Le revenu des biens, meubles ou immeubles, de la communauté d'agglomération ;
- 3° Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- 4° Les subventions et dotations de l'Union européenne, de l'Etat, de la Région, du Département et des communes ;
- 5° Le produit des dons, legs et du mécénat ;
- 6° Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- 7° Le produit des emprunts ;
- 8° Le produit du versement destiné aux transports en commun prévu à l'article L. 2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- 9° La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et le reversement du Fonds national de garantie individuelle des ressources ;
- 10° La fraction de TVA versée par l'Etat en compensation de la suppression de la Taxe d'Habitation sur les Résidences Principales.

Article 8 - Comptable public

Les fonctions de comptable public de la Communauté d'Agglomération sont exercées par Monsieur le Comptable Public de Vesoul.

Titre IV - Modifications des conditions initiales de fonctionnement de la Communauté d'Agglomération de Vesoul

Article 9 - Modification des conditions initiales de fonctionnement

La modification des conditions initiales de fonctionnement de la Communauté d'Agglomération de Vesoul interviendra conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Titre V - Dispositions diverses

Article 10 - Divers

Pour les dispositions non prévues par les présents statuts, il convient de se reporter au Code Général des Collectivités Territoriales.



DEFINITION DE L'INTERET COMMUNAUTAIRE

*Conseil Communautaire du 12 janvier 2012 (délibération n°2) ;
Conseil Communautaire du 12 avril 2012 (délibération n°28) ;
Conseil Communautaire du 17 décembre 2012 (délibération n°9) ;
Conseil Communautaire du 25 mars 2013 (délibération n°20) ;
Conseil Communautaire du 8 décembre 2014 (délibération n°15) ;
Conseil Communautaire du 14 mars 2016 (délibération n°15) ;
Conseil Communautaire du 15 décembre 2022 (délibération n°130).*

Compétences obligatoires

1. En matière de développement économique

Sont définis comme étant d'intérêt communautaire, notamment :

- Le soutien aux activités commerciales et artisanales dans les communes hors zones d'activités ;
- L'animation et la promotion du commerce de l'agglomération ;
- L'élaboration et l'adoption d'une stratégie intercommunale de développement commercial ;
- L'expression d'avis communautaire au regard de la réglementation applicable à la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) ;
- Les actions d'études et d'observations des dynamiques économiques et commerciales sur le territoire communautaire ;

- Le soutien aux associations de commerçants dans les actions fédérant plusieurs associations à une échelle supracommunale ;
- L'accueil et l'accompagnement de porteurs de projet dans le domaine commercial (notamment par le biais de partenariats) ;
- La mise en place de dispositifs d'aide à la création, reprise, modernisation et au développement des commerces ;
- Les actions de résorption de la vacance commerciale dans les centralités (observatoire, sensibilisation des propriétaires, boutiques à l'essai, boutiques éphémères, vitrophanie, soutien au recyclage des friches...) ;
- Les actions d'aide à l'immobilier d'entreprise au sens de l'article L.1511-3 du code général des collectivités territoriales et les actions d'aides individuelles aux entreprises au sens de l'article L1511-2 du code général des collectivités territoriales ;
- Les actions en faveur de l'intégration des TIC dans les entreprises commerciales ;
- Les actions de marketing territorial et de prospective à des fins de développement de l'offre commerciale ;
- La définition et la mise en œuvre, au niveau communautaire, de politiques de soutien à la modernisation de commerces ;
- L'accompagnement, au niveau communautaire, d'initiatives visant à fédérer les commerçants, artisans, prestataires de services du territoire.

Sont définis comme étant des activités commerciales d'intérêt communautaire, notamment :

- Le camping international du lac de Vesoul-Vaivre ;
- Le restaurant « La Promenade » du lac de Vesoul-Vaivre.

2. En matière d'aménagement de l'espace communautaire

Est définie comme étant d'intérêt communautaire toute opération, qui par son importance ou le montant des investissements, présente un rayonnement départemental ou intercommunal.

3. En matière d'équilibre social de l'habitat

Sont définies comme étant d'intérêt communautaire :

- La participation au financement des travaux permettant la création, par les propriétaires bailleurs privés et bailleurs sociaux, de logements locatifs conventionnés ;
- La participation au financement des travaux de création, de réhabilitation ou d'extension de logements locatifs communaux ;
- La participation au financement des dispositifs de soutien à l'accession à la propriété ;
- La participation au financement des opérations de rénovation des façades, par les propriétaires privés, bailleurs ou occupants et par les communes ;
- La participation au financement des dispositifs de lutte contre l'habitat indigne ;
- La participation au financement des dispositifs de lutte contre la précarité énergétique ;
- L'étude et la mise en œuvre de l'aménagement du site de l'ancien hôpital Paul Morel à Vesoul, et plus particulièrement sur le bâtiment historique.

Compétences supplémentaires

1. Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire, création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire

Sont définis comme étant d'intérêt communautaire :

- Les voiries du domaine communal qui présentent une utilité pour l'ensemble de la communauté, du fait de :
 - leur fonction de liaison intercommunale ou de desserte d'équipements structurants

ou

- leur fréquentation quotidienne particulièrement élevée,

ou

- leur vocation à être utilisées par l'ensemble de la population de la communauté,

En fonction de ces critères, sont considérées comme étant de compétence communautaire :

- L'avenue des Rives du Lac et l'avenue du Lac sur les communes de Vaivre et Montoille et de Noidans lès Vesoul,
 - Les voies de desserte de l'aérodrome sur les communes de Frotey les Vesoul et de Comberjon,
 - La voirie dite « route du Bois Murlot » à Pusey.
- Les voiries, parcs de stationnement et réseaux des zones d'activité ;
 - Les parcs de stationnement suivants :
 - Les parkings desservant le pôle d'échange multimodal sur la commune de Vesoul,
 - Les parkings desservant la Zone de Loisirs du Lac sur la commune de Vaivre et Montoille,
 - Les parkings desservant le Ludolac sur la commune de Vaivre et Montoille,
 - Les parkings adjacents à l'Avenue du Lac sur la commune de Vaivre et Montoille,
 - Les parkings desservant la Base de Voile sur la commune de Vaivre et Montoille.

2. Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire

Sont définis comme étant d'intérêt communautaire la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements sportifs et culturels qui, par leur importance ou le montant des investissements, présentent un niveau de services d'envergure départementale ou ont vocation à être utilisés par l'ensemble de la population de l'agglomération, notamment :

- Le gymnase des Haberges et son plateau sportif,

- Le pôle tennis,
- La base de voile,
- Le Ludolac,
- Les piscines communautaires,
- Le théâtre Edwige Feuillère,
- ...

3. Fourrière pour les animaux errants

Est défini comme d'intérêt communautaire :

- Le site d'accueil de la fourrière et du refuge pour animaux sis à Dampvalley-lès-Colombe.

Accusé de réception en préfecture
070-217005594-20230330-2023-08-DE
Date de réception préfecture : 30/03/2023